

Mars 2025

Debout



Journal de la Fédération des Employés et Cadres FO

N°185

**RETRAITE,
ASSURANCE
CHÔMAGE
...**



Patrick Hermans

**FO NE
PARTICIPERA
PAS
A LA GRANDE**

MASCARADE

LA VÉRITABLE NÉGOCIATION, C'EST PAR LA MOBILISATION QU'ELLE SE GAGNE.

RETRAITE, ASSURANCE CHÔMAGE...

FO NE PARTICIPERA PAS A LA GRANDE MASCARADE

En juin dernier, les Français avaient massivement sanctionné les réformes et politiques du Gouvernement Macron. Tous les partis politiques avaient promis d'en tenir compte. La logique aurait donc voulu que les réformes antisociales sur l'assurance chômage et les retraites soient retirées. Mais les mois passent et rien ne vient ! Sauf la colère.

Pourtant, il y a urgence car jour après jour, ces réformes antisociales viennent impacter l'ensemble des travailleurs. Attention, messieurs du Gouvernement ! A trop ignorer les attentes et revendications des citoyens, on ne peut qu'attiser la colère, la haine et les rancœurs. Il ne faudra pas s'étonner qu'une fois de plus, cette exaspération nourrisse les extrêmes. Les inégalités explosent : le nombre de travailleurs pauvres et précaires n'a jamais été aussi élevé, alors que dans le même temps, les milliardaires et millionnaires n'ont jamais été aussi nombreux ! Mais la grande mascarade des comptes publics continue.

Retraites et budget : fake news et gaspillage

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Malgré les présentations alarmistes - et fausses -, le déficit des retraites ne serait que de 6,6 milliards d'euros. La Cour des comptes vient ainsi de donner tort à François Bayrou et son estimation à 55 milliards. Pendant ce temps, l'évasion ou l'évitement fiscal des grandes multinationales atteindrait 80 à 100 milliards d'euros chaque année. Étran-

gement, quand il s'agit d'aider les plus riches, les milliards coulent à flots, mais pour les retraites, on nous parle d'efforts et de sacrifices ! Oui, l'industrie de l'évasion fiscale se porte mieux que bien, grâce au laisser-faire politique, si ce n'est sa complicité. Quant aux diverses exonérations fiscales, elles représentent près de 80 milliards d'euros de manque à gagner pour les comptes sociaux.



Sébastien BUSIRIS
Secrétaire général

Conclave : la grande supercherie

C'est pour cela, et pour respecter les millions de salariés descendus dans la rue contre la retraite à 64 ans, que nous avons claqué la porte des concertations sur les retraites le 27 février. En effet, loin d'entendre les attentes des salariés, le Gouvernement, dans une note de cadrage la veille de cette première réunion, avait exclu toute possibilité d'abroger la réforme et même, en fixant des contraintes budgétaires, imposé le fait de travailler plus. Un dialogue social à la sauce Macron : on discute, mais la >>>

80 milliards d'évasion fiscale, 200 milliards d'aides aux entreprises... et on prétend ne pas pouvoir financer nos retraites ?

Alors que des millions de salariés ont manifesté contre la retraite à 64 ans, le Gouvernement verrouille toute possibilité de revenir en arrière.

Réformes antisociales, mépris des revendications, stigmatisation des plus précaires... Il est temps de dire STOP !

➤➤➤ sentence est déjà écrite ! Nous ne participerons pas à cette mascarade où l'on veut nous faire dire que la seule solution pour les retraites est d'allonger la durée de travail pour les salariés de ce pays.

Ce qui ruisselle, c'est la manipulation

FO refuse le chantage et la négociation sous contrainte ! Nous ne serons pas les pantins d'un gouvernement qui piétine les attentes et les revendications des citoyens. NON à la retraite à 64 ans ! OUI, nous pouvons maintenir et améliorer notre système. 200 milliards d'aides diverses sont accordées aux entreprises sans contrepartie, mais on ne trouverait pas quelques dizaines de milliards pour les retraites ? En supprimant certaines aides et en luttant contre l'évasion fiscale, le financement est assuré. Les salariés exigent une chose : le rétablissement plein et entier de leurs droits à la retraite et à l'assurance chômage. Rendre les riches encore plus riches n'a jamais profité à l'économie du pays et encore moins aux travailleurs !

Et maintenant, le coup de l'économie de guerre

Et qu'on ne nous fasse pas le coup de l'unité nationale derrière un président va-t-en-guerre. FO défend avant tout la paix ! En Ukraine, en Palestine, en Tchétchénie, en Asie, en Afrique ou au Moyen-Orient, nous devons exiger un cessez-le-feu immédiat et une paix durable. Au plus vite. La guerre ne profite qu'à l'industrie, jamais aux travailleurs. Comme le disait Paul Valéry : « La guerre, un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas ». FO ne tombera pas dans ce nouveau piège tendu par le président, visant à sacrifier les acquis des travailleurs sur l'autel de la guerre.

Il est grand temps que ça cesse !

Les gouvernements ne cessent de stigmatiser les retraités qui seraient trop bien lotis, les malades qui abuseraient de notre système de santé et enfin les chômeurs qui ne veulent pas travailler. Tout en encensant milliardaires et grands patrons, plus riches et moins partageurs que jamais. Messieurs du Gouvernement et du patronat, arrêtez de mentir aux citoyens ! Si notre économie est l'une des plus compétitives et productives du monde, c'est grâce aux travailleurs.

Nous ne braderons pas notre modèle social conquis de haute lutte. Nous n'accepterons pas que vous détricotiez le Code du travail et remettiez en cause les droits des travailleurs pour servir les seuls actionnaires. Les attentes des citoyens doivent être entendues ! Sur les retraites ou l'assurance chômage, les dernières réformes doivent être abrogées et les droits des travailleurs rétablis.

Rejoignez-nous !

Ensemble, défendons notre modèle social, exigeons une répartition plus juste des richesses et luttons contre les inégalités. D'autres solutions existent pour rendre le monde du travail meilleur, améliorer les conditions de vie des salariés et restaurer la paix dans le monde.

C'est ensemble que nous devons porter les revendications et dénoncer les hypocrisies et les mensonges portés par le gouvernement et le patronat, main dans la main, dans l'unique but de favoriser encore leurs intérêts personnels. Les semaines et mois à venir doivent être ceux de la mobilisation. Non à l'austérité, oui à la justice sociale. Exigeons ensemble le changement !

A suivre ...